

## Metz : dissensions et griefs autour de la reconversion de la base aérienne 128

by Urbapresse - vendredi, novembre 18, 2011

<http://correspondances.fr/metz-reconversion-base-aerienne-128/>

**Les restructurations militaires prennent une tournure chaotique à Metz. L'abandon, confirmé en octobre, d'un projet d'école vétérinaire sur la base aérienne 128 de Frescaty au sud de l'agglomération alimente un mécontentement déjà nourri des atterrissements autour de l'implantation de l'Insee.**

Base aérienne 128

Dès l'annonce officielle de l'abandon du projet, l'Etat a retenu les quelque 400 hectares de la base au titre du programme EcoCités. Mais la Ville récuse cette compensation, elle maintient à l'étude un projet de biopôle de santé animale qui verrait le jour sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur.

Par ailleurs, les élus de la CA Metz-Métropole ont accueilli fraîchement l'annonce d'un nouveau service des douanes, dont l'implantation à Metz permettrait à l'Etat d'augmenter le nombre d'emplois compensés qui atteindrait dès lors 1 520 emplois. Or trois ans après l'annonce de restructurations qui lui font perdre 4 600 habitants, la ville ne dénombre qu'environ 150 emplois concrétisés. Pire, l'implantation de l'Insee, le dossier majeur au profit de l'agglomération, paraît à nouveau compromise. Un rapport parlementaire estime qu'il serait encore temps de revenir sur une délocalisation que la direction de l'institut statistique n'a jamais véritablement souhaitée.

La ville, qui militait de longue date pour l'implantation des statisticiens dans un immeuble neuf du quartier de l'Amphithéâtre émergeant à l'arrière de la gare près du Centre Pompidou\_Metz, a dû se rabattre sur une solution coûteuse et compliquée qui aboutira à installer l'Insee dans d'anciens locaux SNCF près du centre historique, et pas avant quatre ans en raison de longs travaux de reconstruction et de

réhabilitation. Le député UMP Denis Jacquat propose désormais de relocaliser l'Insee dans les locaux de la base aérienne 128. Sentant poindre la crainte d'un enterrement du projet, la préfecture de Lorraine a réaffirmé fin octobre l'implantation de l'institut selon les modalités prévues.